

PARTAGE DE L'INFORMATION ET COORDINATION (INTERNE ET EXTERNE)



YA

Par : Joyce Marangu Awino

APERÇU DE LA PRÉSENTATION

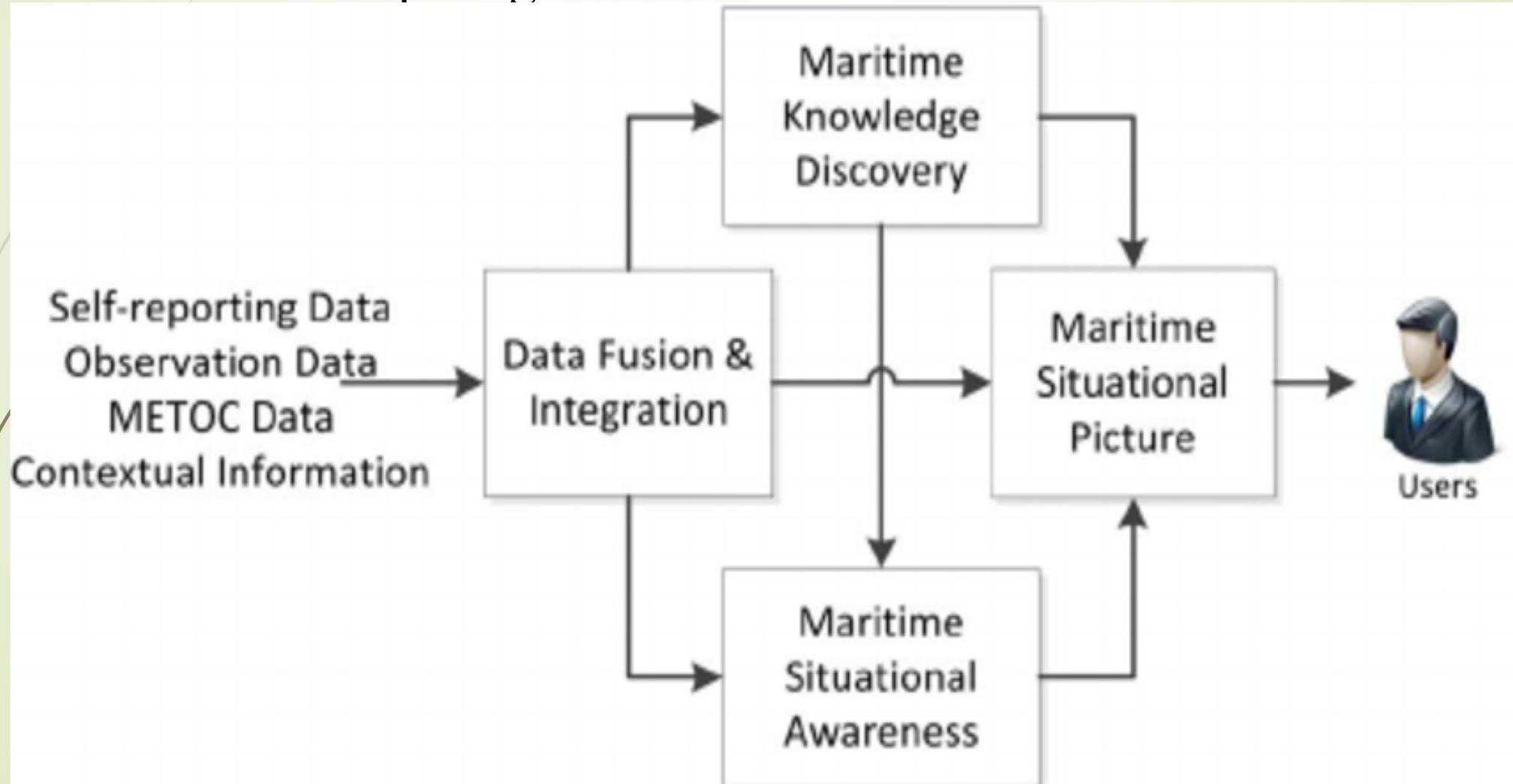
- Cas de sensibilisation au domaine maritime
- Interne contre externe : défis pour des approches globales
- Partage d'information interne : approche pangouvernementale
- Partage d'information externe
- Une étude du cas du Kenya
- Une étude du cas du DCOC
- Leçons tirées du Kenya
- Synergies prévues pour stimuler le partage d'information interne et externe



www.shutterstock.com · 173389235

Cas de la sensibilisation au domaine maritime

- Pertinence du partage d'informations et la coordination

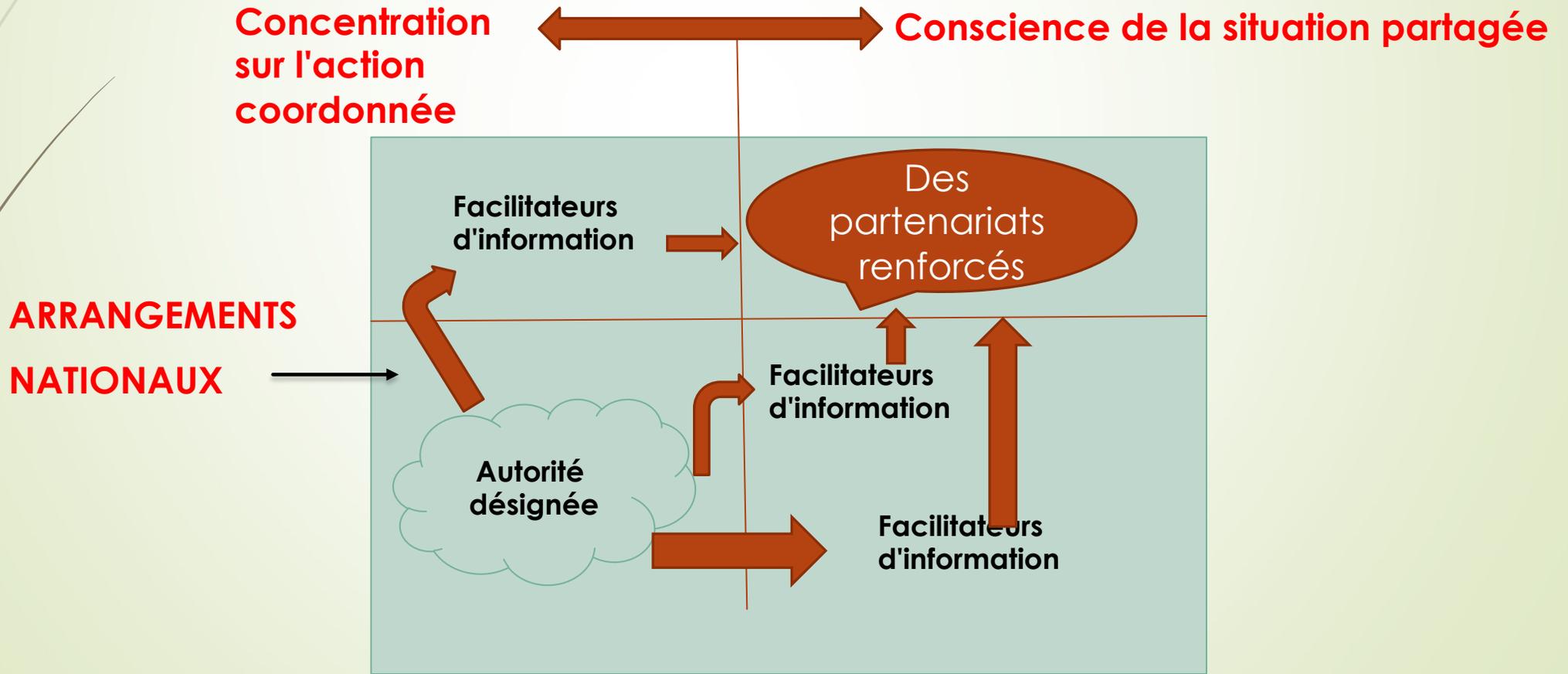


DÉFIS INTERNES À L'OPPOSÉ D'EXTERNES POUR DES APPROCHES GLOBALES

- **Lien entre les capacités internes et externes pour le partage d'informations**
- **Différentes interprétations des lois de la mer**
- **Faible capacité institutionnelle pour la sécurité maritime**
- **Cadres juridiques insuffisants / faibles**
- **Mandats superposés pour les agences ayant un rôle dans la sécurité maritime**
- **Faible participation aux instruments juridiques internationaux**
- **Aucune procédure (par exemple, protocoles d'accord) pour l'échange d'informations**
- **Ressources insuffisantes - pas de capacité de collaboration régionale en l'absence de peu / pas de formation / d'exercices conjoints**
- **Non-concordance des projets des donateurs**

Partage d'information interne - Approche pangouvernementale

- Composantes du partage d'information interne
- Avantages
- Arguments en faveur de cadres juridiques nationaux légitimes



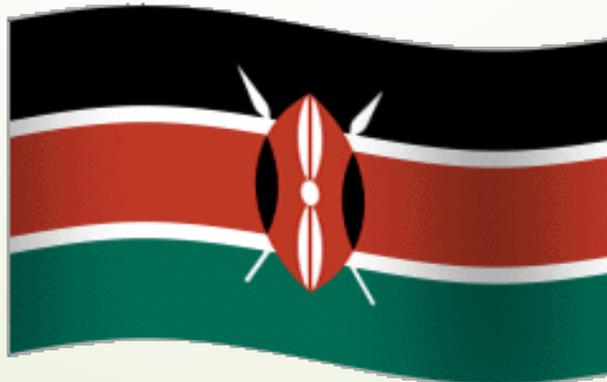
Partage d'information externe

- Composants
- Défis :
 - Cadres juridiques insuffisants (inclusifs au niveau national)
 - Absence de point de contact unique
 - Renforcement des capacités
 - Cécité de la mer
 - Absence de SOP
 - Réticence au partage des ressources pour le SDM et des évaluations de la menace



Partage d'informations internes : une étude du cas du Kenya

- Agences ayant un rôle dans la sécurité maritime
- Emergence d'une approche coordonnée de la sécurité maritime
- Développement de législations nationales pertinentes
- Concentration actuelle sur le développement de l'économie bleue
- Volonté politique et engagement en faveur de cadres juridiques internationaux
- Partage des ressources pour la sécurité maritime
- Comités mixtes pour le partage d'informations et la création de points de contact



Partage d'informations externes : une étude du cas du Code de conduite de Djibouti

Le travail décrit dans le Code vise à améliorer la coordination et la coopération régionales et repose sur quatre grands piliers :

- ✓ **Partage d'information**
- ✓ **Renforcement des capacités**
- ✓ **Mise à jour de la législation nationale**
- ✓ **Formation régionale**

Forces

- Réseau de points focaux nationaux (PFN)
- Centres de partage de l'information (CPI)
- Coopération civile / militaire : exercices conjoints / formation
- Fonds fiduciaire DCoC
- Facilitation du renforcement des capacités,
- Coordination transnationale entre les États signataires, les autres États membres de l'OMI, les entités des Nations Unies et d'autres partenaires internationaux

Aller au-delà de la piraterie : amendements de Jeddah au DCOC

Le déclin de la piraterie dans la région a donné l'occasion à la région d'envisager la mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités afin d'empêcher une résurgence de la piraterie et d'aborder d'autres crimes maritimes transnationaux organisés.

Leçons apprises

Le code révisé a pris en compte les leçons tirées de :

1. Le Code de conduite de Djibouti

- L'organisation nationale est critique
- Développer la capacité nationale à créer des synergies avec les initiatives régionales
- Accord du plus haut niveau politique
- Comité national de sécurité et de facilitation maritimes
- Coopération inter-agences / approche pangouvernementale

2. Mettre l'accent sur le développement des capacités nationales - puis régionales

- Obtenir l'attention de toutes les agences concernées
- Stratégie de vue d'ensemble
- La pêche est un générateur de revenus
- La sécurité sous-tend le développement (priorité à l'économie bleue)

Projet d'équipement DU SDM :

- L'OMI a fourni un certain nombre de programmes d'équipement dans le but de développer la connaissance de la situation maritime dans la région.
- La raison en était que, bien que la NSI fournisse un lien de partage d'informations entre les États régionaux, elle ne générât pas l'information, et une plus grande sensibilisation était requise de ce qui se passait dans l'espace maritime pour le faire.
- Deux partenariats clés ont depuis été établis sur la base du désir de l'OMI à travers le DCoC de lier les forces maritimes aux MRCC existants et à la NSI.



Projet du SDM Suite...

Kenya

- Acquisition et installation d'un réseau radio maritime VHF le long du littoral kényan pour améliorer la notification des incidents maritimes.
- Le projet est financé par le Fonds fiduciaire DCoC (400 000 USD) (Danemark) et mis en œuvre conjointement par l'OMI et la KMA
- Enquête sur les sites terminée et spécifications de l'équipement présentées à KMA pour l'appel d'offres.
- Le projet a reçu un coup de pouce après que le gouvernement américain et le projet UE CRIMARIO ont accepté de financer un volet AIS haut de gamme en accord avec les ambitions du gouvernement.

Leçons tirées du Kenya sur le partage de l'information

Création de Centres de partage d'informations et de Points focaux nationaux :

- 1) Les centres impliquent que les acteurs de la sécurité s'engagent dans des projets communs et interagissent au quotidien,
- 2) à son tour a fourni les conditions préalables à une interaction de sécurité plus soutenue sous la forme de communautés de sécurité maritime.
- 3) Création d'un comité de sécurité maritime / JOC
- 4) Une législation nationale pour domestiquer le cadre légal et international
- 5) Cadre pour la stratégie de sécurité maritime et l'établissement du service de garde-côtes aux stades avancés



Exercices qui favorisent des opérations coordonnées entre les marines internationales et les autorités nationales : Exercices PIREX et Cutlass Express

Mise en place d'installations de formation : Installations de formation SMDSM à Mombasa ISC pour les cours d'opérateurs SAR et GMDSS.

Les cours de partage d'information (CPI) - en mettant l'accent sur les compétences des CPI en matière de maintenance informatique et de réseau et d'analyse des données ont renforcé la capacité du personnel Information

Le DCOC par exemple a créé une base de coopération technique entre les États DCoC, l'OMI et les partenaires internationaux



Synergies prévues pour stimuler le partage d'information interne et externe

- Fusion du Groupe de travail régional sur le renforcement des capacités du Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes avec le Groupe de travail sur le renforcement des capacités du DCOC (Élimination des chevauchements de projets par des donateurs ayant des priorités nationales bien développées)
- Élargissement de la portée des outils de partage de l'information
- Partage régional des outils SDM (AIS)
- Formation améliorée grâce au détachement d'officiers auprès du CSI régional
- Plans régionaux pour la recherche et le développement et élaboration de procédures opérationnelles normalisées pour des mandats élargis sur le partage de l'information

EXPECTED RESULTS





MERCI DE VOTRE ATTENTION !!!!